

COMBAT BRETON

Kazetenn Emgann

200 a dud en Oriant



evit ar brizonidi

Emgann aux
 journées
 internationales
 de Corti



Adresses de proximité

Politiques bretonnes

Denis RIGOU - 69979 EB13
Espace de la République
3, rue de la République
78350 Jouy en Josas

Alain SOLE - 904582
S.217 - M.A. de Seine St Denis
Avenue Vauban
93422 Villepinte Cedex

Gérard BERNARD
289 703 V MO 3603
M.A.H. de Fleury-Mérogis
7 Avenue des Peupliers
91705 Ste Geneviève des Bois

Bertrand GRIMAUD
887 472 - 2ème division -
Cellule 223 - Allée des Thuyas
94261 Fresnes Cedex

Arnaud VANNIER
272336 T / D2 / 136
Maison d'arrêt de la Santé
42, rue de la Santé
75674 Paris Cedex 14

Christian GEORGEAULT
890 826 MAH -
Allée des Thuyas
3 DIV Cellule 179
94261 Fresnes Cedex

Pascal LAIZE
273 195 D 921
42, rue de la Santé
75674 Paris Cedex 14

Gael ROBILIN
273 195 A 222
42, rue de la Santé
75674 Paris Cedex 14

Stéphane PHILIPPE
273 209 D 117
42, rue de la Santé
75674 Paris Cedex 14



Skoazell Vreizh a besoin de vos dons

Il est grand temps de penser à aider Skoazell Vreizh. L'urgence se fait sentir. N'oublions jamais que des familles de militants bretons emprisonnés ont besoin actuellement de votre aide.

Un geste par un chèque dans l'immédiat qui permettra à Skoazell Vreizh d'apporter le confort nécessaire aux familles des militants bretons emprisonnés, ainsi qu'aux militants détenus.

Emgann, pourquoi ?

Force est de constater qu'il existe en Bretagne, et ce malgré cinq siècles d'occupation et malgré une farouche volonté de l'état français de nier jusqu'à notre existence, un peuple breton.

Ce peuple est privé de ses droits démocratiques (en niant le droit à l'unité territoriale, le droit à parler sa langue, en occultant son histoire spécifique, en niant officiellement l'existence de notre peuple, en ne respectant pas son environnement...) et de ses droits nationaux (droit à s'administrer soi-même, droit à être représenté au plan international...).

A l'heure où plus que jamais les peuples subissent de plein fouet les effets du capitalisme le plus sauvage, nous réaffirons la nécessité de construire, basée sur le partage des richesses, la justice sociale, la satisfaction des besoins réels de chacun et la solidarité internationale - en clair une vraie démocratie de proximité en Bretagne.

L'indépendance permettra au peuple breton de prendre en main son destin et garantira ses droits.

Le socialisme permettra au peuple breton de construire des rapports sociaux non basés sur la domination et l'exploitation. C'est est ce pourquoi Emgann (Mouvement de la gauche indépendantiste) lutte.

Dans ce cadre, Emgann (Mouvement de la gauche indépendantiste) contribuera, impulsera et participera à toutes les initiatives visant :
- à construire un pouvoir politique breton,
- à éveiller la conscience nationale du peuple breton,
- à satisfaire les besoins les plus immédiats des classes les plus défavorisées,
- à construire des liens, des échanges et des rapports économiques équitables et solidaires avec tous les peuples du monde en lutte pour la reconnaissance de leurs droits.



Brezhoneg Brezhoneg Brezhoneg - Photo L. Blouin

Vous pouvez fidéliser votre aide en nous demandant le formulaire de prélèvement mensuel, que nous vous enverrons par retour. Ne jamais oublier que sans Solidarité, il n'y aura jamais de Liberté. Skoazell Vreizh, 3 strada Aristide Briand, 44350 Gwennann. Tél. 02.40.42.92.94. Fax 02.40.24.81.38.

Ezhomm he deus Skoazell Vreizh eus ho skoazell arc'hant.

Poent-bras eo soñjal reiñ sikour da Skoazell Vreizh. Mull-bras a zo ganeomp.

Arabat disoñjal o deus familhoù emsaverien zo ezhomm eus ho sikour e'hozh p'emaint en toullbac'h er mare-mañ.

Grit un dra bemak, roit ur chekenn da Skoazell Vreizh a'hell'o a-drugarez deoc'h reiñ kalon hag ar pezh a zo ret da familhoù an emsaverien vreizhat toullbac'het pe d'ar brizonidi o-unan.

En un doare roial e c'hellit hor sikour ivez, o c'houlenn diganeomp e vefe kaset deoc'h ar baperenn dreuzvankañ miziek.

Na zisionit ket. Biskoazh ne vo trec'h ar Frankiz hep ar C'hengred. Skoazell Vreizh, 3 strada Aristide Briand, 44350 Gwennann. Pgz. 02.40.42.92.94. Pfr. 02.40.24.81.38.

Emgann, Emmas sekidiar evit distalligevh vroadel Brezhez, BP 70215 - 22202 Gwennamp - Téléphone : 02.96.44.09.24 - Nouvelle adresse de notre site internet : <http://www.nouvel-embann.net> - emgann
EMGANN, kazetenn EMGANN-Organisatour du mouvement EMGANN. Renner ar gazaetenn/Directeur de la publication : Denis Rigou.
Moulinier/Impriétaire : Bepster/Imprimeur Henry Péderneg - Chomlec'h/Adresse - BP71 - 22202 Gwennamp Cédex. Komandan/Abonnement : 150 L. Bep n'uz/Annuaire CPPAP - N° 6564 - ISSN : 0763 5302

Politikerezh

Editorial

Plan Jospin La Corse et nous

Par un vote qualifié d'historique, l'Assemblée de Corse réunit en Azzurra le 28 juillet 2000 à approbation par 44 voix contre 2 et 5 abstentions les propositions de Lionel Jospin pour l'avenir de l'île.

La démarche qualifiée de « processus de paix » a été validée par la grande majorité des organisations nationalistes lors des Journées Internationales de Corti début août qui y voient une étape décisive dans la perspective d'indépendance de la Corse.

Depuis, les réactions les plus contradictoires ont révélé l'affrontement entre les partisans de la France une et indivisible et ceux qui ressentent la nécessité d'adapter l'Etat aux réalités européennes tout en se défendant de vouloir brader la République.

Le texte gouvernemental pour la Corse ne va pourtant pas aussi loin que les statuts adoptés ou proposés pour la Nouvelle Calédonie dotée d'une « citoyenneté calédonienne » et la Polynésie. Il s'agit tout au plus d'une série de mesures contenues dans un projet de loi devant être voté en 2001 puis de la création d'une collectivité territoriale unique après une révision de la Constitution à partir de 2004 sous réserve du retour à la paix civile.

Deux dispositions irritent particulièrement les nationalistes de la France unique de Dankegeu à Tamassasset : 1. La possibilité donnée aux Corses de renoncer aux dispositions législatives nationales. 2. L'engagement de la langue corse dans l'écriture normale des écoles maternelles et primaires.

Aussi est-il intéressant de considérer les réactions des élus de Bretagne au plan Jospin. Pour Alain Madelin, président de Démocratie Libérale, « Si on avait voulu choisir une autonomie sans risque, la Bretagne est été mieux placée que la Corse (O.I. 9 août). Pour Jean-Yves Cozan, vice-président du Conseil Régional de Bretagne qui estime que les Corses ont gagné et que Jospin a très bien joué « Il y a un point sur lequel il faut directement s'inspirer de l'exemple corse : c'est la langue. Rendons obligatoire l'enseignement du breton dans les écoles du Finistère, du Morbihan, des Côtes d'Armor et facultative en Loire Atlantique et en Ile et Vilaine (O.F. 23 juillet). Quant à Louis Le Penec, sénateur PS du Finistère et ancien ministre, « la Corse ne saurait servir de laboratoire ni de modèle pour les autres régions qui aspirent à moins d'uniformité ». Le président R.P.R. du Conseil Régional de Bretagne, Josselin de Rohan a exprimé son opposition au plan Jospin en précisant : « La Corse n'est pas la Bretagne, ce n'est ni le même combat historique ni le même contexte politique ni le même contexte culturel » (NDLR : qui en douterait ?). Il devait depuis rendre hommage à Jean-Pierre Chevènement lors de la démission de ce dernier en désaccord avec son Premier Ministre.

L'avenir d'un peut-être un jour si le pari de Jospin le jacobin est à rapprocher du « Je vous ai compris » du Général de Gaulle lancé aux Français d'Algérie peu de temps avant d'accepter l'indépendance de l'Algérie. Mais la Corse peut-elle servir d'exemple en Bretagne ?

Quelles leçons les indépendantistes bretons peuvent-ils tirer de ce nouvel avatar de la lutte des Corses pour la maîtrise de leur destin ? Tout d'abord ne jamais oublier le but de son combat politique : l'indépendance, conditionnée par l'adhésion de l'ensemble du Peuple avec lequel et pour lequel on se bat. Savoir ensuite distinguer des étapes comme autant d'objets à atteindre à court terme.

Ceci suppose d'être capable de proposer une stratégie d'union aux autres organisations politiques bretonnes sur une base commune sans pour autant gommer ses différences voire ses divergences. C'est seulement à ce prix, signe d'une maturité politique, que nous saurons gagner de la crédibilité auprès de notre Peuple. En sommes-nous capables ?

Jean GARDINER

Lu lors de la manifestation de soutien aux prisonniers - Lorient le 6 août

Déclaration des comités de soutien

Merci à tous et toutes d'être ici.

Une fois encore nous sommes rassemblés pour soutenir nos compatriotes et camarades emprisonnés dans les geôles françaises. Pour hurler à ce pays des droits de l'homme, que la répression contre les militants bretons doit cesser, que la politique d'incarcération visant à rayer de la carte ceux qui refusent l'assimilation, ceux qui veulent vivre debout. Parce que nos camarades l'ont été trop fort les sont en prison. Des charognards essaient de les salir, essaient de nous salir, essaient de salir la Bretagne vivante, la Bretagne debout, celle qui lutte pour la vie, celle du genre humain. Aussi on peut arrêter, harceler, menacer, réprimer, on ne peut faire taire une population consciente de son histoire, de sa culture, de sa langue, on ne peut faire taire un peuple prenant conscience de son existence.

Alors qu'en Corse l'autonomie est encore impensable à 10 ans, va s'imposer et que l'on parle d'amnistie des prisonniers politiques corsés, nous sommes encore des nains politiques. Si la Corse a obtenu cela c'est parce que les militants corsés ont su s'unir pour devenir une force incontournable. Si nous ne sommes rien politiquement, et donc incapables d'imposer nos choix, c'est parce que nous préférons la désunion comme seule stratégie. Si nous sommes capables de défiler ensemble pour les prisonniers, si nous sommes capables de militer ensemble pour nos langues nationales, pour la réunification de notre territoire, si nous sommes capables de défiler ensemble contre le nucléaire, contre la mer noire, contre le libéralisme, pourquoi ne sommes-nous pas capables de lutter ensemble, malgré nos différences idéologiques, pour imposer à l'Etat français notre droit de décider de notre futur et de celui de nos enfants. L'arrêt de la répression et la libération rapide de nos compatriotes passent par cela. Ce n'est que politiquement fort que nous imposerons nos volontés, que nous donnerons un avenir véritable à notre pays.



Emgann

Le communiqué qui vous envoie en garde à vue

Chèvènement, persona non-grata en Bretagne

La Bretagne est une terre de solidarité et de respect. Ainsi, la venue du ministre de l'Intérieur dans le Morbihan, pour ses vacances, relève de la provocation.

Après avoir traité l'identité bretonne de facille, lutte contre le processus de démolition en Corse, tenu des propos diffamatoires à l'égard du peuple allemand, la venue de M. Chevènement sur notre terre est donc très déplacée. La Bretagne est terre d'accueil... pour ceux qui la respectent.

Pour Emgann Bro-Wened - Patrick Corlay



Il revient et il n'est pas content

Militant breton en garde à vue : grave atteinte aux libertés fondamentales

Selon les informations publiées ce jour par la presse quotidienne régionale, l'interpellation et les 36 heures de garde à vue subies par Monsieur Patrick Corlay, porte-parole du mouvement politique Emgann dans le Morbihan, ont été motivées par un communiqué signé de son nom et diffusé le mercredi 2 août.

Dans ce communiqué, le mouvement Emgann affirmait que Monsieur le Ministre français de l'Intérieur était « persona non-grata » en Bretagne et que son séjour à Belle-Ile relevait de la « provocation ».

Les termes utilisés, pour vifs qu'ils puissent paraître, n'abusent nullement des libertés d'opinion et d'expression définies, proclamées et protégées par les lois et la Constitution (1958) de la République Française, la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen (France, août 1789), la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme (ONU, 10 décembre 1948), la Convention Européenne des Libertés Fondamentales (Convention de l'Europe, 1950) et le Pacte International relatif aux Droits Civils et Politiques (ONU, 1976).

Coordination Anti-Répressive de Bretagne.
Le porte-parole - Claude Le Duigou

Solemn «dibre sous contrôle»

Emgann se réjouit de la libération de Solenn Georgeault, militante d'Emgann incarcérée depuis deux mois dans le cadre de l'enquête sur l'attentat de Océvert. Nous n'avons jamais douté de son innocence, ni de celle des autres prisonniers politiques bretons dont nous réclamons toujours la libération immédiate.

Par ailleurs, suite aux révélations récentes concernant les enquêtes anti-islamistes de 1993, où il est avéré que la police, dirigée par Roger Marion, a délibérément fabriqué de fausses preuves, nous demandons que soient dissoutes la 14ème section dite « anti-terroriste » et la Direction Nationale Anti-Terroriste, qui apparaissent comme de simples officines de pouvoir, destinées avant tout à protéger, quel qu'en soit le prix, la raison d'Etat.

Emgann

Les prisonniers politiques vous parlent

Processions pour la constitution d'un Collectif de Lutte des Prisonniers Politiques Bretons, écrit par des prisonniers politiques Bretons ne représentant qu'eux-mêmes pour l'instant.

La situation actuelle en Bretagne a conduit à l'incarcération d'un certain nombre de militants indépendants dans les prisons françaises.

Ces prisonniers ont été incarcérés et incarcérés au-delà de l'aspect judiciaire, en raison de leurs engagements politiques en faveur de la lutte de libération nationale et sociale du peuple breton, lui-même privé de ses droits démocratiques et nationaux.

Les Prisonniers Politiques Bretons, regroupés au sein d'un comité de lutte, affirment, malgré leur incarcération, continuer à être partie prenante de cette lutte.

C'est pourquoi nous envisageons de façon collective, de lutter pour nos droits et notre dignité.

Nous revendiquons donc, outre la libération immédiate :

- 1- L'obtention d'un statut de prisonnier politique sous-tendant :
 - a. le regroupement au minimum avec d'autres prisonniers politiques et la levée des interdictions de communiquer
 - b. le rapprochement vers la Bretagne
 - c. la libération des prisonniers malades
- 2. le droit, lors de l'instruction et du procès de s'exprimer dans notre langue nationale.
- 3. Un certain nombre d'autres points applicables à l'ensemble des prisonniers politiques et sociaux :
 - a. l'arrêt du blocage du courrier
 - b. une douche par jour
 - c. une meilleure alimentation
 - d. l'obtention systématique de parloir double
- 3- Notre engagement en faveur de l'indépendance et du socialisme nous conduit à réaffirmer le caractère internationaliste de notre lutte. C'est pourquoi nous exigeons que les revendications portées par les prisonniers politiques basques, corses ou révolutionnaires (français, turcs ou kurdes) soient satisfaites. Nous invitons ces prisonniers à lutter à nos côtés pour l'obtention des points susnommés. L'obtention du statut de prisonnier politique est une lutte essentiellement destinée à montrer le vrai visage de l'état français, celui d'un état qui plutôt que de régler des revendications politiques de façon démocratique, entretient, réprime et emprisonne les militants osant contester l'ordre social et luttant pour le droit des nations opprimées.

Nous demandons notre traitement internationaliste à tous les prisonniers politiques incarcérés de par le monde (notamment en Europe) pour ces raisons :

«OSIAS LUTTER ! OSIAS VAINCRE !
KREDOMP STOURMI ! KREDOMP BEZAN TREC'H !
RESISTER C'EST VAINCRE !»

Avez de nous engager dans un cycle de lutte dont la forme reste à déterminer, nous souhaitons que ceux et celles se reconstruisent dans la lutte de libération nationale et sociale du peuple breton, ainsi que ceux et celles qui luttent pour les droits des prisonniers et leur libération par l'arrêt sur ces revendications, nous faisant connaître à la radio et dans les journaux militants leurs points de vue.

Il est évident que nous ne pouvons lutter sans vous et sans votre soutien. Nous invitons les militants à faire de solidarité à l'indépendance en phase avec leur homologie basques, corses, français, turcs, kurdes. Nous ne nous lançons pas dans une telle lutte sans vous.

Il faut donc déterminer les formes de la lutte à l'intérieur (selon le moment, grève de la faim, refus des parloirs, refus de douche...)



Et il faut absolument savoir qui est prêt à vraiment bouger. Les formes de lutte à l'extérieur se doivent d'impliquer le plus de monde possible. C'est pourquoi il faut imaginer des formes de lutte où chacun puisse s'impliquer.

quer (jeûne, grève de la faim...), s'avamment désosés, avec d'autres formes de lutte plus «dures» : rassemblements, manifestations, blocages de trains, occupation de locaux de partis politiques, enchaînement, etc.

Que les Prisonniers Politiques Bretons s'expriment ! Que le CARB, MGI et SV s'expriment.

Cette lutte à l'extérieur doit nous permettre de gagner des gens nouveaux à notre cause, il ne faut pas qu'elle soit portée uniquement par les indépendants, il faut donc interpeller sur ces sujets l'ensemble de la société bretonne.

Conformément à la convention signée entre nous et SV, nous demandons à SV d'obliger les avocats à porter ce texte à connaissance de leurs clients respectifs, afin que chacun détermine comment il est capable de s'impliquer et fasse connaître sa position. En effet, l'état de santé de chacun et sa détermination déterminera son implication, sans que qui que ce soit ne soit pour autant «jugé».

A tous et toutes merci de votre soutien
Solidarité et courage.

Des Prisonniers Politiques Bretons
(ne représentant qu'eux-mêmes)

Santé des prisonniers Skoazell Vreizh écrit à l'administration pénitentiaire

Madame la Directrice,

Nous sommes au regret de devoir attirer votre attention sur la situation de Monsieur Pascal LAIZE, actuellement en détention provisoire à la Maison d'Arrêt de la Santé à PARIS dans le cadre de deux informations ouvertes au cabinet de Madame Laurence LE VERT et de Monsieur Gilbert THIEL, Premiers Juges d'Instruction au Tribunal de Grande Instance de PARIS.

Lors de son interpellation, Monsieur LAIZE subissait les séquelles d'un accident de la circulation pour lesquelles il faisait l'objet d'un traitement de kinésithérapie régulier.

Depuis son incarcération, ce traitement n'a pas été mis en œuvre.

Il a dû attendre plus de 2 mois avant d'être examiné par un médecin spécialisé en chirurgie orthopédique, lequel, selon nos informations, lui a indiqué qu'il devait subir une intervention chirurgicale, sans que soit précisée le délai dans lequel cette intervention devait être mise en œuvre.

En outre, et dans l'attente de cette intervention, aucun traitement de kinésithérapie ou de rééducation n'est mis en œuvre.

PÉRLOUET - Président

Violences policières : des femmes réagissent

Les brutalités policières lors des récentes interpellations ont conduit des femmes finistériennes à créer un collectif de réflexion et d'action.

Inacceptable que d'imaginer la peur des enfants réveillés brutalement par un vingtaine d'hommes casqués, équipés, armés jusqu'aux dents, donnant l'assaut dans l'escalier, inacceptable que d'imaginer ces enfants devant le spectacle de ces hommes méliant à sac leur entrainé au premier étage au rez-de-chaussée devant ses enfants, poussés vers la voiture de police torse nu, armée avec sa femme devant tout le voisinage atterré, à la maison, à la TV. Mais à présent, c'est à une nouvelle forme d'agression que nous devons faire face.

Un collectif de femmes s'est créé, pour «partager, témoigner, informer, mettre en place des moyens d'action pour que cela ne se reproduise plus, pour que le droit des enfants et des femmes ne soient plus balayés».

Collectif de femmes :
Kerlescouarn, 29300 Treneven.
Tél-fax : 02.98.32.11.19.
E-mail : collectif.femmes@free.fr

Débaptisation de l'avenue Ernest Renan à Callac : une atteinte à la sécurité communale

Le 13 juillet, un rassemblement à l'appel du CACREB (Comité d'Action Contre le Racisme en Bretagne) a réuni une quarantaine de personnes à Callac (22). Ce rassemblement visait à protester d'une part contre la présence d'une avenue au nom d'Ernest Renan (personnage connu pour ses opinions anti-démocratiques, anti-bretonnes, racistes, sexistes, anti-démocratiques, etc.) et d'autre part, selon les organisateurs, ce rassemblement avait pour ambition de rappeler à Monsieur Félix Leyzour, Maire de Callac, que son zèle immodéré à tirer sur tout ce qui s'apparente à «l'idée bretonne» (notamment à travers son attitude et ses déclarations déclinées lors de l'affaire Roparz Hemon) était une arme qui pouvait aisément se retourner contre lui notamment à l'approche des élections municipales.

En effet, Monsieur Félix Leyzour appartient à un parti le PCP qui n'est pas spécialement bien placé pour donner des leçons aux autres par rapport à d'éventuelles «attitudes troubles» durant l'occupation allemande... Mais ce point de l'histoire n'est sûrement pas étranger à Monsieur Leyzour, son actuelle attitude de



collaborateur zélé de l'intelligentsia bretonne parisienne, ne serait-elle pas un catharsis destiné à apaiser les zones d'ombres et les atterrissements de son parti durant la période d'occupation ou de la vénérabilité sans borne du PCF envers le «camarade Chêne», sa conception des droits de l'homme et ses millions de morts ? On est en

droit de se le demander tant son zèle à falsifier l'histoire est vélocité... Monsieur Félix Leyzour a peut-être tout simplement honte d'être breton et cherche, par là même, à être «plus français» que les français», comme le «plus camarade» Staline cherchait à être «plus russe» que les russes... (notamment à travers ses appels à la défense de la mère-patrie russe durant l'avancée allemande), lui l'homme du Gaucasse issu d'un peuple gégéno-breton honteux Leyzour. Cette petite cérémonie symbolique aura ensuite été suivie d'une manifestation dans le bourg de Callac.

Les participants désirent distribuer les tracts de la CACREB dans les boîtes aux lettres des habitants.

A noter, la visite d'un membre de la garde champêtre locale qui sera surpris par des manifestants à relayer les plaques d'immatriculation des personnes présentes... La sécurité du bourg étant sûrement menacée par cette horde de larvaires bretons !

Les Bretons comme on ne les aime pas

Suite aux derniers événements qui se sont déroulés en Bretagne, certains se sont laissés aller à quelques dérapages. Non exhaustif, de choses vues et entendues.

• Marthe V. chanteuse Iroquoise, s'est particulièrement illustrée. Non contente de chanter, elle fait aussi de la politique sur scène, et conseille à ceux venus l'écouter de ne pas verser leur obole à Skoazell Vreizh, car cette association, dit-elle, soutient des «terroristes». L'appel est lancé : un bureau pour Marthe à la place Beauvoisin, le ministre de l'Intérieur ne peut plus se passer de ses services.

• Matthieu H., troubadour du pays de Redon, est bien content d'habiter en Loire-Atlantique. Au détour d'un fest-noz, il confie néanmoins sa colère à qui sont donc ces extrémistes responsables qui veulent rattacher ce département au reste de la Bretagne ? En bien, Matthieu, on espère que tu connais mieux le solège que l'hémion de ton (?) pays, sinon tu dois chanter atrocement faux !

• Francis F., dialectologue du Poher, affûte sa plume afin de dégommer définitivement Roparz Hemon. Alors, dis-nous, Francis, pourquoi le cites-tu en référence dans ton beau dictionnaire ? Francis, très en vogue assurément ailleurs qu'il n'y a pas eu, récemment, d'attaque en règle contre l'Ensam, mais simplement des éclaircissements sur la deuxième guerre mondiale. Et Coop Breizh, et An Here, c'est les années 40 ? Achetez-nous un livre d'histoire et abonnez-le au journal, Francis ne sait vraiment pas ce qu'il manique.

• Gaby K., astriqueur de cuivre, a une mission : faire le ménage à RKB et il semble bien décidé à y élimer toute personne plus ou moins proche d'un mouvement indépendantiste. Mais pas à cause de leurs idées politiques, parce que Gaby le jure, il n'y a rien de plus précieux pour lui que la liberté d'opinion. Gaby, quand tu aurais fini d'abiquer la trompette, il te reste quelques paires de pompes da députés et maires PS et PCF à crêper.

L'état de siège

L'offensive contre le mouvement breton s'est déchaînée après la signature par la France de la charte européenne des langues régionales. Si les assaillants sont parvenus à empêcher la ratification en bloquant le processus au niveau constitutionnel, il ont bien conscience de l'avoir réussi qu'à retarder les choses car l'affaire continue avec le dossier corse. Il leur faut dès lors appuyer leurs coups en ablistant l'adversaire et en agitant l'opinion d'un complot de l'extrême droite. Ils ressortent également du placard la période de l'Occupation comme si le mouvement breton avait plus de choses à se reprocher que la plupart des familles politiques françaises. Reste à savoir si les enquêteurs recherchent vraiment la vérité.

Le syndrome de la forteresse assiégée

Ces agressions contre le mouvement breton ont des conséquences surprenantes qui n'ont pas été justifiées. Dans un quasi délire obsessionnel, elles conduisent à présenter la réalité de manière manichéenne par exemple, peut-on condamner les pressions déguisées utilisées pour empêcher la publication de la bande dessinée de Ronald Sawyer dans Ouest-France, faut-il pour autant faire toute critique sur la contenu de celle-ci ? Pour ma part, si je peux me permettre de le dire, l'histoire est agréable à lire et une certaine facilité de lecture, je ne goûte pas forcément son orientation idéologique et libérale sur bien des points. L'hystérogénie n'est pas un postulat de leur doctrine transgénérationnelle. Le dire socialement neutre, et qui qu'on en pense les universitaires sociaux chrétiens, le consensus n'existe pas. Il n'est que d'un postulat de leur doctrine transgénérationnelle. Le dire socialement neutre, et qui qu'on en pense les universitaires sociaux chrétiens, le consensus n'existe pas. Il n'est que d'un postulat de leur doctrine transgénérationnelle. Le dire socialement neutre, et qui qu'on en pense les universitaires sociaux chrétiens, le consensus n'existe pas. Il n'est que d'un postulat de leur doctrine transgénérationnelle.

Ocitan la convention est lancée

C'est le 20 mai que plusieurs organisations occitanes se sont réunies à Carcassonne pour lancer une Convention Occitane. A noter que cette convention rassemble des mouvements politiques (CROC, PNO, POC), le Syndicat Occitan de l'Education, des mouvements culturels (Institut d'Etudes Occitanes) et les écoles Calandretas. Ces différents mouvements ont fait le point sur les progrès et les lacunes du mouvement occitan, ont décidé de prendre vraiment en main le destin de leur pays et ont appris à collaborer en abolissant les querelles de chapelles. L'objectif est de rassembler les militants des trois "temps" du mouvement occitan (héritiers, anciens et nouveaux occitanistes) pour surfer sur les nouvelles opportunités de la période actuelle. En effet, grâce aux ambiguïtés de la mondialisation, l'Occitanie a l'occasion de s'ouvrir sur de grands espaces géographiques en s'appuyant sur les barières imposées par l'état français : les géographes et les économistes voient émerger l'espace de «l'Arc Latin» (Italie-Occitanie-Catalogne) et plus largement, un espace potentiel autour de la Méditerranée Occidentale (Arc Latin et Maghreb). Dans ce contexte d'ouverture des frontières, l'état français apparaît de plus en plus isolé en Europe avec son organisation hyper-centraliste, sa religion de l'état tout-puissant (religion que l'on confonde de vertus «républicaines» ou «citoyennes»), ses crispations anti-européennes (pensons aux déclarations paranoïques de Chevènement) et ses positions de Pâques et De Villers).

Le mouvement occitan a le devoir historique de réussir cette nouvelle donne. Il doit sortir de son ghetto, il doit savoir communiquer de manière claire avec la population. Il doit proposer aux gens un nouvel espoir de pluralisme culturel et de véritable vie civique, loin de l'étatisme français, en proposant l'ouverture du Pays d'Oc sur l'Europe et la Méditerranée.

La Confédération Occitane ne sera ni un organisme, ni une confédération de mouvements. Elle sera simplement une rencontre constructive entre les mouvements occitans. Deux réunions de travail se feront à la fin de l'année 2000 pour préparer la Convention proprement dite, qui pourrait être un bel événement public ayant lieu en 2001 ou 2002.

Alberto Lopez de Lacalle : la mobilisation paye !

Nous nous sommes souvent fait l'écho des risques d'expulsion qui touchaient les militants basques incarcérés en France à l'issue de leurs peines.

Ces expulsions vers l'Espagne n'ont quasi-systématiquement eu l'air de l'ordre pratique couramment par la garde civile.

Déjà en 1999, et en avril 2000, le comité des Nations Unies contre la torture avait demandé à la France que cessent ces pratiques illégales.

Alberto Lopez de Lacalle, condamné par la France à 7 ans de prison, jusqu'au 7 juillet dernier, jour de sa libération une expulsion vers l'Espagne. Au pays basque (Nord et Sud) plusieurs organismes populaires anti-répresseurs se sont mobilisés pour empêcher une éventuelle expulsion. Incarcéré à Fleury-Mérogis, Alberto Lopez de Lacalle a entamé le 27 mai une grève de la faim, il a été soutenu dans cette démarche par des camarades détenus qui ont pratiqué à ses côtés une grève de la faim de solidarité, ainsi que par notre camarade, le prisonnier politique breton Gérard Bernard, qui a refusé de s'alimenter pendant douze jours.

Parallèlement, la ligue des droits de l'homme, des sénateurs et élus PCF de Paris et les Verts, ainsi que l'ACAT (Action des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture) ont pris position contre cette expulsion.

Cette mobilisation multiforme a payé, puisque le 7 juillet Alberto n'a pas été expulsé et a été assigné à résidence à Aubusson. La cour européenne des droits de l'homme statuera le 29 août prochain sur l'arrêt d'expulsion pris par l'état français.

La vigilance reste donc de mise.

Toujours, on peut tirer un bilan même provisoire de cette petite victoire. D'abord la lutte paye.

Devenement, il faut noter que les forces de la gauche plurielle misant devant leurs contradictions ont dû se positionner.

Au Pays Basque Nord (mais aussi dans les Bouches du Rhône, et donc à Paris) des groupes comme les Verts, la LCR, le PCF, DAL, LDH, SUD, Confédération paysanne, CFDT, grâce à l'intense travail des structures antirépresseurs basques se sont donc positionnés contre les expulsions mais aussi pour le rapprochement des prisonniers basques au Pays Basque.

Une expérience dont devront tenir compte les Bretons dans les mois à venir lorsque débatera la campagne en faveur du statut politique des prisonniers bretons et de leurs rapprochements, pour obliger et forcer les équivalents bretons des groupes sus-nommés à lutter à nos côtés dans ce sens.

Gael ROBLIN

16 Emgann/Combat breton n° 177



Le mouvement occitan a le devoir historique de réussir cette nouvelle donne. Il doit sortir de son ghetto, il doit savoir communiquer de manière claire avec la population. Il doit proposer aux gens un nouvel espoir de pluralisme culturel et de véritable vie civique, loin de l'étatisme français, en proposant l'ouverture du Pays d'Oc sur l'Europe et la Méditerranée.

Euskadi : des avancées théoriques concernant l'enseignement

Une réunion de travail a eu lieu le 28 juin à la sous-préfecture de Bayonne. A l'ordre du jour : le volet linguistique de la convention spécifique pour le Pays Basque. Cette réunion s'est déroulée en présence des associations regroupées au sein d'Euskadi Konfederazioa. Selon ces associations, puisque ce document a été présenté par le préfet, il doit servir de référence aux pouvoirs publics.

- création du Conseil de la langue basque,
- sensibilisation à l'apprentissage de la langue basque à l'école,
- soutien aux opérations parascolaires en langue basque,
- professionnalisation des opérateurs en formation continue,
- soutien au programme de recherche de l'Euskaltzaindia.

Installation à Bayonne du centre de la recherche sur la langue basque, production de matériel pédagogique en langue basque.

Et enfin, amener les trois rôles associatifs d'expression basque vers un projet radiophonique généraliste, d'intérêt général, professionnel et pérenne.

A noter qu'Euskadi Konfederazioa va remettre ses revendications persistantes aux élus. Ces revendications concernent le statut de la langue, l'enseignement notamment à l'université, la signalisation routière et la place de la langue basque dans les lieux publics.

Iwerzhon : n'eo ket dieub an holl

E miz Gouere e oa bet kaoz meur a wech eus Bro-Iwerzhon er mediaoù. Da gentañ abalamour da darvoudoù Drumcree, hag a zo bet a gwinoez gwir pogrammoù enep-republikan. Ha goude pa 'z eus bet laosket da vont dieub dezadegoù a bizonidi republikan. Sponters grups eus oant tizi eus strolladoù a IRA, gwir IRA hag all n'o de ket bet ar c'has da dakavout ziezegh.

An doù-bac'hidi bet kondaonet peogwir e oant ezal eus Provisional IRA a oa evel-just e-boues ar re gentañ o tont er-maez dieub. Ar mediaoù bras o deus ankouezet evel-just mennegh e chomé hag e chomo republikanek er pzonioù. An holl stourmen bet lamallet peogwir o oant tizi eus strolladoù a IRA, gwir IRA hag all n'o de ket bet ar c'has da dakavout ziezegh.

A rack an emglevioù e oa eus statud politikel evel ar bizonidi republikan euz fozh pezh strollad (CIRA, IRA, INLA...) e vefent. Tu oa dezho bevan kenaomples e toullou-bac'h Norzh-Iwerzhon, Kement-se a oa bet gouezet a chouds stourmou kiz e bloavezhoù 70 ha 80. Meur a bizonid en doa kemeret perzh e harzou-debrin hir. Lod eus oute o doa lakael o buhez en arvar, ha meur achompe en deus soñj eus kamaraded Bobby Sand ha Patsy O'Hara marv evit ar statud politikel.

E kreslezh Iwerzhon e vez taget gant servioù Stad Iwerzhon ar re a gred kendred-hel gant ar stourm. Barnet ha bachel e vezont peogwir n'o deus lazias ebet e dazot ar «peoc'h» kinniget gant strollad Gerry Adams ha gouarnamant Londrez ha Dulenn. D'arhel a reont gant gwir vennozhioù ar republikanek, hag o falioù oim, da laret eo sevel ur republik dieub ha sokolour war dachenn vroadel Iwerzhon a-bezh. Nach a reont diezel an armou ken e chomo ur soudard Saoz war zouar Iwerzhon.

Republik Iwerzhon zo bet taget gant ar CPT (Comité Européen de Prévention de la Torture) abalamour d'an doareoù bevañ spontas a gaver e pzonioù ar republik. Hag en Harternoz (zo dindan beli ar Saozon) n'eus ket mui eus ar statud politikel evit ar re bet disoñget gant an emglevioù. Lod eus oute zo en arvar bras. E-kezh miz Gouere ez eus bet laosket da vont dieub pevar fronzid eus toullou-bac'h ar Cireslezh. Met ne oa ket abalamour d'an emglevioù met peogwir e oa echu o chastiz.

Arabat eo deomp ankouachaet ar republikanek bachel en Harternoz pe ar Cireslezh ! Skoazelomp anezho evit ma vefo roet ar statud politikel-dro dezho.

Ar c'heleier zo bet kavet e-barzh niverenn 160 SAOIRSE, kazellen ar Republikan Sinn Fein an hini eo, ur strollad a nach asantit ouzh «peoc'h» Londrez ha Dulenn. Ur banveg dreist eo a-beñ gouzout hir-hir a zivout Bro-Iwerzhon a-veañh. En niverenn-mañ e kaver un hir a bennad a-zivout ar bizonidi Vreizhat.

Saoirse - 223 parnell street - Dublin 1 - Eire. Ar re a fell dezhe sikour ar bizonidi a rank mont e d'armpred gant CABHAIR (ur seot Skoazell Vreizhat-d'hor) o skrivañ d'an hevelep chonielc'h pe dre imel : saoise@iol.ie

http://www.ior.ie/~saoirse
Dre bellgomz : 872 9747 Pellicier : 8729757
Tu zo ivez skrivañ d'ar bizonidi :
Republican Prisoners E3 Landing Portlaoise Prison Portlaoise Co.Laois, Eire

Emile Scuka préside le Congrès mondial des Roms à Prague :

«Nous voulons la reconnaissance d'une nation rom non territoriale»

Les discriminations croissantes contre les Tsiganes et la reconnaissance d'une nation rom seront les grands thèmes du congrès mondial de l'Union internationale des Roms (IUR) qui s'est tenu à Prague avec 300 délégués venus de 39 pays. Emile Scuka, 43 ans, avocat, est le fondateur du premier parti rom de la République tchèque et secrétaire général de l'IUR.

Les Roms ne demandent plus simplement la garantie de leurs droits, notamment culturels, dans les pays où ils vivent, mais leur reconnaissance comme nation. Pourquoi ?

Il y a quelque 15 millions de Roms dans le monde. Nous sommes une nation plus importante en nombre que beaucoup d'autres en Europe, plus que les Belges, les Hollandais ou les Tchèques, mais nous sommes toujours considérés comme un groupe ethnique ou une minorité dans tel ou tel pays. En même temps, à la différence des autres, la nation rom n'est pas limitée à un territoire. Il n'est donc pas question d'un Etat avec des frontières bien précises, mais d'une nation non territoriale qui en même temps représente notre identité spécifique.

Il s'agit donc d'une revendication surtout symbolique ?

Non. La reconnaissance de la nation rom peut être vue de deux manières. D'une part, on peut dire que l'Europe elle-même est en train de devenir une réalité supranationale. Une citoyenneté européenne commune est en train de s'affirmer, en même temps que se maintient l'appartenance à telle ou telle nation. On se sent déjà toujours plus européen français ou européen allemand... alors pourquoi pas européen rom ? Nationalité et citoyenneté ne doivent pas nécessairement coïncider. De façon très concrète, la nationalité rom n'implique pas d'avoir des passeports rom, même si parfois nous en avons aussi discuté. Nous voulons, par exemple, avoir une représentation aux Nations Unies, et pas seulement en tant qu'organisation non gouvernementale comme nous le sommes déjà actuellement. Notre actuel statut est inadéquat, même si l'IUR est pour le moment l'ébauche d'une représentation institutionnelle de la nation rom.

Tous, Gitans ou Tsiganes, se reconnaissent-ils dans cette nation ?

Ces termes sont utilisés par les autres pour nous définir avec des connotations souvent péjoratives. Nous sommes tous des Roms. La langue, ou y a-t-il des différences dialectales selon les régions, de Québec et en France. Bien sûr, cette langue commune est aussi mélangée avec de nombreux termes locaux des pays où nous vivons. L'un des grands objectifs de l'IUR est d'ailleurs l'unification et la codification de la langue. A l'occasion de ce congrès de Prague sera d'ailleurs présenté le premier dictionnaire de la langue rom.

Dix ans après la chute du Mur, quelle est la situation des Roms dans l'ex-Europe de l'Est ?

Pour la grande majorité des Roms, la situation est mauvaise, et même parfois pire. La démocratie a

aussi permis la discrimination et la liberté d'exprimer ouvertement des préjugés raciaux et xénophobes très ancrés dans les populations. Les difficultés de la transition vers l'économie de marché et l'explosion du chômage ont beaucoup touché la population rom. Dans l'Europe centrale et orientale, plus des trois quarts des Roms sont sans emploi ou survivent grâce à des activités extrêmement précaires. Les Roms ont beaucoup de difficultés à trouver du travail parce qu'ils sont handicapés par un mauvais niveau scolaire, résultat direct des discriminations dont ils sont victimes. La plupart des nouveaux emplois sont créés par des entrepreneurs privés, et les préjugés contre la population restent très forts. Du point de vue de la sécurité, la situation a terriblement empiré partout. Il y a chaque jour des agressions contre les Roms.

Dans quel pays de l'Europe de l'Est la situation est-elle actuellement la pire ?

Intestablement en Roumanie, notamment quant aux conditions de vie. 90% des Roms du pays n'ont pas de travail. Ils vivent encore beaucoup dans des villages ou de lointains faubourgs sans eau courante et sans électricité, dans des conditions quasi-moyenneuses.

Et la meilleure ?

Du point de vue institutionnel, c'est en Slovaquie, du moins depuis un an, car le gouvernement s'est engagé plus fermement qu'ailleurs dans la lutte contre les discriminations.

Le président Vaclav Havel affirmait volontiers que «la façon dont ont été traités les Tsiganes représente le vrai test, non seulement pour une démocratie mais d'abord pour une société civile». Où en est aujourd'hui la République tchèque ?

Sur le plan économique, la situation est l'une des meilleures de l'ex-Europe de l'Est. Mais il y a un gros mouvement skinhead, une extrême droite xénophobe assez forte, et, au quotidien, de graves et nombreuses discriminations contre la population. La plus tristement spectaculaire avait été la construction d'un mur autour du quartier rom à Ústí nad Labem, décidée par le conseil municipal de cette petite ville.

Etes-vous particulièrement préoccupé par la situation actuelle des Roms au Kosovo ?

Oui. Ils vivent actuellement une véritable tragédie, victimes tout à la fois des attaques de Albanais et de Serbes, mais surtout avant tout par la guerre, ni d'un côté ni de l'autre. Les violences à leur encontre continuent malgré la présence des soldats de la Kfor. Beaucoup de Roms ont été contraints par la terreur à fuir le Kosovo, mais on ne leur reconnaît



Une famille rom de Roumanie, travaillant sur une décharge à Giuj Napoca, en février 1998.

pas, dans les pays occidentaux, le statut de réfugiés, alors qu'ils sont chassés pour le simple fait d'être rom. Leur retour s'annonce impossible sans un très fort engagement de la communauté internationale pour leur garantir une sécurité personnelle.

D'après «Libération»

De 7 à 8,5 millions de Tsiganes en Europe

Selon une compilation du European Roma Centre, entre 7 et 8,5 millions de Roms vivent en Europe. La Roumanie héberge le plus forte minorité rom - entre 1,8 et 2,5 millions de Tsiganes pour une population de 22,5 millions d'habitants. Elle est suivie par la Bulgarie et l'Espagne, 800 000 au maximum chacune, la Hongrie, 500 000, la Slovaquie et la Turquie, environ 500 000 chacune.

C'est en Slovaquie que les Roms représentent le plus fort pourcentage par rapport à la population (10%). La République tchèque compte 300 000 Roms pour 10,4 millions d'habitants. Il y a entre 250 000 et 340 000 «Bohémiens» en France. L'origine indienne des Roms fut établie avec certitude en 1763 par le théologien hongrois Stefan Wall, dans la ville hollandaise de Leyden où il choyait des étudiants en médecine indiens. Les premiers vagues de migrants roms gagnèrent au XIIIe siècle, via la Méditerranée, la Turquie puis, dans les siècles suivants, l'Europe. Au XVIe siècle, leurs tribus avaient cessé d'être nomades à travers toute l'Europe, l'Ecosse et l'Angleterre comprise.

Emgann/Combat breton n° 177 17

Bienvenue en Bretagne, mais sachez que



- Nos côtes sont toujours souillées par des pétroliers-poubelles et les dégazages quand elles ne sont pas menacées par des opérations de promoteurs immobiliers.
- Nos marins-pêcheurs se battent pour la survie d'une activité qui bien que minoritaire au plan de l'Hexagone fait vivre des dizaines de milliers de familles en Bretagne.
- La majorité de nos agriculteurs sont les premières victimes d'un mode de développement productiviste générant maigres revenus, faillites nombreuses et atteintes graves à l'environnement (pollution de l'eau et du sol, remembrements abusifs).
- Les ménages bretons (chiffres INSEE) ont des revenus inférieurs à la moyenne hexagonale.
- Les jeunes Bretons (même diplômés) sont de plus en plus nombreux à quitter leur pays faute de travail. La Bretagne est toujours en première ligne face au «déménagement du territoire» qui continue au bénéfice de l'Île de France malgré les promesses des gouvernements français successifs.
- Notre langue privée de statut officiel est **condamnée** par l'Etat français. Paris refuse toujours de signer la Charte Européenne des Langues, refuse de régler ses dettes à l'égard de notre langue (cf dossier Diwan).
- Notre Peuple n'a toujours pas d'existence officielle. La France et la Grèce sont les derniers états de la CEE à ne pas reconnaître qu'il existe des peuples différents sur leurs territoires respectifs.
- Notre Pays, la Bretagne, reste amputée du 5ème de son territoire (Loire-Atlantique), en vertu d'un décret signé par Pétain en 1942, entériné depuis par les gaullistes et les socialistes PS, malgré le souhait de 75% des habitants de Loire-Atlantique exprimé lors d'un sondage sur le rattachement administratif.

Savez-vous que depuis octobre 1999, plus de 60 Bretonnes et Bretons ont été interpellés, gardés à vue ?

15 sont mis en examen et 9 restent incarcérés et disséminés dans les prisons françaises dans le cadre d'opérations de répression en Bretagne.

Une autre politique existe

A **EMGANN**, nous considérons que la situation actuelle en Bretagne n'est pas le fruit du hasard mais la conséquence de décisions politiques prises à Paris et de choix économiques dictés par le système bancaire et les multinationales selon la seule logique du profit.

DES A PRESENT,

- Nous proposons une **alternative**, basée sur :
 - la reconnaissance officielle du Peuple Breton dans ses limites historiques,
 - l'élection d'une assemblée bretonne dotée de pouvoirs réels de décision et de représentation internationale,
 - l'officialisation du breton et la promotion de notre culture,
 - un plan de développement économique fondé sur la solidarité et la justice sociale et le respect de l'environnement,
 - la garantie pour tous de pouvoir vivre en Bretagne.

A TERME,

- Nous appelons tous les Bretons et les amis de la Bretagne à nous rejoindre afin de réaliser le seul projet d'avenir vraiment réaliste :

L'INDEPENDANCE.

Le Peuple Breton ne peut survivre sans réel pouvoir politique, c'est-à-dire sans cadre institutionnel distinct. Les Bretons se doivent de participer au mouvement de libération des peuples que connaît aujourd'hui l'Europe. Notre combat s'inscrit dans cette logique de liberté qui aboutira à notre **INDEPENDANCE** dans une nouvelle **EUROPE DES PEUPLES ! Rejoignez-nous.**

EMGANN

**Nous exigeons la libération de tous les prisonniers politiques bretons.
FRANKIZ EVIT BREIZH ! FRANKIZ EVIT AR BRIZONIDI !**